CC

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 45.693/4
DU 12 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 18 décembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Les articles 13.3, § 4, 13.4, § 4, et 29, point 4, en projet, de l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques, visent à permettre que les cyclomoteurs et motocyclettes des services de police locale et fédérale, ainsi que les cyclomoteurs et motocyclettes non banalisés de l'Administration des Douanes et Accises, puissent être munis de feux, de catadioptres et d'avertisseurs sonores spéciaux.

Ces trois dispositions visent également, en leurs alinéas 2 respectifs, à permettre au ministre compétent pour la circulation routière d'étendre "à titre exceptionnel" cette faculté à "d'autres véhicules affectés à un service public".

La possibilité de munir d'équipements spéciaux les véhicules affectés à certains usages spécifiques, est prévue par l'article 15, paragraphes 1er à 3, de la directive 2002/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 mars 2002 relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues et abrogeant la directive 92/61/CEE du Conseil, dans les termes suivants :

"Article 15

1. Les États membres n'interdisent pas la mise sur le marché, la vente, la mise en circulation ou l'utilisation des véhicules neufs conformes à la présente directive. Seuls les véhicules conformes à la présente directive peuvent être présentés pour la première immatriculation.

2. Les États membres n'interdisent pas la mise sur le marché, la vente ou l'utilisation des entités techniques ou des composants neufs conformes à la présente directive. Seuls les entités techniques et les composants conformes à la présente

.../...

directive peuvent être mis sur le marché et vendus pour la première fois afin d'être utilisés dans les États membres.

3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2 :

a) les États membres peuvent dispenser du respect d'une ou de plusieurs prescriptions des directives particulières les véhicules, les systèmes, les entités techniques ou les composants destinés :

i) soit à des productions en petites séries limitées au maximum à 200 unités par an et par type de véhicule, par système, par composant ou par entité technique;

ii) soit aux forces armées, aux forces de l'ordre, aux services de protection civile, des pompiers ou des travaux publics.

Ces dispenses sont communiquées aux autres États membres dans un délai d'un mois à partir de la date de leur concession. Dans un délai de trois mois, ces États membres décident s'ils acceptent la réception des véhicules devant être immatriculés sur leur territoire. Le certificat concernant ladite réception ne peut pas porter l'intitulé «fiche de réception CE d'un type de véhicule».

b) (...)."

Les directives particulières [(1)] qu'il convient de prendre en considération sont plus particulièrement :

- pour les feux et catadioptres, la directive 93/92/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative à l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse sur les véhicules à moteur à deux ou trois roues;

- pour les avertisseurs sonores, la directive 93/30/CEE du Conseil du 14 juin 1993, relative à l'avertisseur acoustique des véhicules à moteur à deux ou trois roues.

Les feux, catadioptres ou avertisseurs sonores spéciaux prévus par les dispositions en projet doivent par conséquent, s'ils dérogent aux prescriptions techniques prévues par les directives particulières précitées :

- voir leur utilisation limitée aux deux hypothèses prévues par l'article 15, paragraphe 3, alinéa 1er, a), i) et ii), précités, de la directive 2002/24/CE;

---

(1) Il s'agit en particulier de celles mentionnées à l'annexe 1 de la directive 2002/24/CE.

- faire l'objet de la procédure de communication prévue par l'article 15, paragraphe 3, a), alinéa 2, de la même directive.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

La directive 92/61/CEE du Conseil du 30 juin 1992 relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues, ne peut être visée au préambule du projet au titre de fondement légal de celui-ci.

Cette directive a, en outre, été abrogée par la directive 2002/24/CE précitée.

L'alinéa 1er du préambule sera par conséquent omis.

Par contre, la mention que les dispositions en projet font usage de la dérogation autorisée par l'article 15, paragraphe 3, de la directive 2002/24/CE précitée, pourrait faire utilement l'objet d'un considérant.

Alinéa 2 (devenant alinéa 1er)

Le fondement légal du projet doit être recherché dans l'article 1er de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Il n'y a, dès lors, pas lieu d'en viser également l'article 3.

L'alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er) du préambule, sera corrigé en ce sens.

Alinéas 6 et 7

L'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Secrétaire d'État au Budget, visés aux alinéas 6 et 7 du préambule, ne figurent pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Le projet n'ayant pas été délibéré en Conseil des ministres et n'ayant pas d'impact budgétaire, cet avis et cet accord ne sont cependant pas obligatoires. Leur mention est donc facultative.

Il revient ainsi à l'auteur du projet soit de supprimer les alinéas 6 et 7 du préambule, soit, s'il le souhaite - et pour autant que cet avis et cet accord aient bien été donnés -, d'en mentionner la date.

Dispositif

Article 4

L'article 4 du projet dispose que celui-ci entre en vigueur dix jours après sa publication au Moniteur belge.

Cette disposition se borne à reformuler le prescrit de l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative; elle est dès lors inutile et doit être omise.

Article 5

L'exécution de l'arrêté en projet étant destiné à perdurer au-delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles au sein du Gouvernement fédéral, il y a lieu d'en charger le seul ministre qui a la circulation routière dans ses attributions [(2)].

[(2)] Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 167 et formule F 4-7-1 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr (12/01/2009).

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	conseiller d'État, président,
	P. VANDERNOOT, J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT P. LIÉNARDY

CC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.693/4
VAN 12 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 18 december 2008 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

De ontworpen artikelen 13.3, § 4, 13.4, § 4, en 29, punt 4, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen, zijn bedoeld om ervoor te zorgen dat de bromfietsen en motorfietsen van de lokale en federale politiediensten, alsook de niet-gebanaliseerde bromfietsen en motorfietsen van de Administratie der Douane en Accijnzen voorzien kunnen worden van speciale lichten, reflectoren en geluidshoornen.

Die drie bepalingen voorzien in hun respectieve tweede lid eveneens in de mogelijkheid voor de minister bevoegd voor het wegverkeer om "bij wijze van uitzondering" ook "andere voertuigen, bestemd voor een openbare dienst" daarmee uit te rusten.

De mogelijkheid om voertuigen bestemd voor welbepaald gebruik te voorzien van speciale uitrustingen wordt in de volgende bewoordingen opgenomen in artikel 15, leden 1 tot 3, van richtlijn 2002/24/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 maart 2002 betreffende de goedkeuring van twee- of driewielige motorvoertuigen en de intrekking van Richtlijn 92/61/EEG van de Raad :

"Artikel 15

1. De lidstaten mogen het in de handel brengen, de verkoop, het in het verkeer brengen en het gebruik van nieuwe voertuigen die aan deze richtlijn

voldoen niet verbieden. Slechts voertuigen die aan deze richtlijn beantwoorden mogen voor eerste registratie worden aangemeld.

2. De lidstaten verbieden niet het in de handel brengen, de verkoop, het in het verkeer brengen of het gebruik van nieuwe technische eenheden of nieuwe onderdelen die aan deze richtlijn voldoen. Alleen technische eenheden en onderdelen die aan deze richtlijn voldoen mogen in de handel worden gebracht en voor het eerst worden verkocht voor gebruik in de lidstaten.

3. Afwijkingen van de leden 1 en 2 :

a) de lidstaten mogen voor voertuigen, systemen, technische eenheden en onderdelen die :

i) hetzij in kleine series tot 200 exemplaren per jaar per voertuigtype of per type systeem, onderdeel of technische eenheid worden geproduceerd,

ii) hetzij bestemd zijn voor het leger, de ordehandhavingsdiensten, de bescherming van de burgerbevolking, de brandweer of openbare werken, ontheffing verlenen van een of meer voorschriften van de bijzondere richtlijnen.

De overige lidstaten moeten binnen een maand nadat deze ontheffingen zijn verleend, van deze ontheffingen in kennis worden gesteld. Die lidstaten besluiten binnen drie maanden of zij de typegoedkeuring aanvaarden van voertuigen die op hun grondgebied zullen worden geregistreerd. Het goedkeuringsformulier mag niet als titel hebben «EG-goedkeuringsformulier voor een type voertuig».

b) (...)."

De bijzondere richtlijnen [(1)] waarmee rekening dient gehouden te worden zijn meer bepaald :

- wat betreft de lichten en reflectoren, richtlijn 93/92/EEG van de Raad van 29 oktober 1993 betreffende de installatie van de verlichtings- en lichtsignaalinrichtingen op twee- of driewielige motorvoertuigen;

- wat betreft de geluidshoornen, richtlijn 93/30/EEG van de Raad van 14 juni 1993 betreffende de geluidssignaalinrichting van motorvoertuigen op twee of drie wielen.

---

(1) Het gaat in het bijzonder om de richtlijnen vermeld in bijlage 1 van richtlijn 2002/24/EG.

Wanneer de speciale lichten, reflectoren of geluidshoornen, waarvan sprake in de ontworpen bepalingen, afwijken van de technische voorschriften vastgesteld in de voornoemde bijzondere richtlijnen :

- moet het gebruik ervan bijgevolg beperkt worden tot de twee gevallen genoemd in het voornoemde artikel 15, lid 3, eerste alinea, a), i) en ii), van richtlijn 2002/24/EG;

- en moet daarop de procedure van kennisgeving bedoeld in artikel 15, lid 3, a), tweede alinea, van dezelfde richtlijn worden toegepast.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Richtlijn 92/61/EEG van de Raad van 30 juni 1992 betreffende de goedkeuring van twee- of driewielige motorvoertuigen mag in de aanhef van het ontwerp niet vermeld worden als rechtsgrond voor dit ontwerp.

Die richtlijn is overigens opgeheven bij de voornoemde richtlijn 2002/24/EG.

Het eerste lid van de aanhef moet bijgevolg worden weggelaten.

Daarentegen verdient het aanbeveling de vermelding dat voor de ontworpen bepalingen toepassing gemaakt wordt van de afwijking die toegestaan wordt door artikel 15, lid 3, van de voornoemde richtlijn 2002/24/EG, op te nemen in de vorm van een overweging.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

De rechtsgrond voor het ontwerp moet gezocht worden in artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Er dient dan ook niet verwezen te worden naar artikel 3 ervan.

Het tweede lid (dat het eerste lid wordt) van de aanhef moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Zesde en zevende lid

Het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, vermeld in het zesde en zevende lid van de aanhef, maken geen deel uit van het dossier dat gevoegd is bij de adviesaanvraag.

Aangezien het ontwerp niet is vastgesteld na overleg in de Ministerraad en geen budgettaire impact heeft, zijn dat advies en die akkoordbevinding evenwel niet verplicht. De vermelding ervan is dus facultatief.

Het komt aldus de steller van het ontwerp toe hetzij het zesde en zevende lid van de aanhef weg te laten, hetzij, indien hij dat wenselijk acht - en voor zover dat advies en die akkoordbevinding wel gegeven zijn - de datum ervan te vermelden.

Dispositief

Artikel 4

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt dat dit besluit in werking treedt tien dagen na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Deze bepaling is een loutere herhaling van het voorschrift van artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken; deze is dus zinloos en dient te vervallen.

Artikel 5

Aangezien de tenuitvoerlegging van het ontworpen besluit moet voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden binnen de Federale Regering, moet ze alleen worden toevertrouwd aan de minister bevoegd voor het wegverkeer [(2)].

[(2)] Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 167 en Formule F 4-7-1, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (12/01/2009).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	staatsraad, voorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT P. LIÉNARDY